

Le MRP vous parle!

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

Nouvelle série N° 35
Septembre-Octobre 1988
ISSN 0753 - 8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. - 21, rue Saint-Augustin PARIS 2e - Téléphone : 42.96.02.20 Prix : 5 F.

L'AVENIR DU CENTRE

André -François MERCIER

La vocation du MRP est-elle sur le point d'apparaître par le truchement du CDS comme une nouvelle nécessité de la politique française ? Notre volonté de dialogue, notre esprit de conciliation, notre désir de mettre un terme à la coupure de la France en deux blocs, notre fermeté sur un certain nombre de principes (liberté, justice, Europe)

avaient fait du MRP une composante indispensable des majorités d'hier.

Aujourd'hui, grâce à la lucidité des dirigeants du CDS et plus spécialement de son président Pierre MEHAIGNERIE, ce qui n'était hier qu'un espoir devient une réalité.

Il fallait d'abord sortir le CDS du carcan UDF. Les élus centristes, perdus dans la nébuleuse UDF, n'apparaissaient jamais sous leur vrai visage. En politique, si l'on ne parle jamais de vous, vous restez un inconnu.

Le grand mérite de Pierre MEHAIGNERIE est d'avoir courageusement surmonté tous les assauts - certains particulièrement désagréables venus de leaders de l'UDF - et d'avoir réuni dans un groupe parlementaire autonome les élus du CDS. Malgré des raisons électorales que l'on peut comprendre, il faut souhaiter que la dizaine d'élus CDS qui n'ont pas encore rejoint ce groupe aient le courage d'affirmer leur choix en faveur de leur famille d'esprit. Qu'ils sachent bien que les positions claires sont fort bien reçues par le corps électoral et constituent souvent un atout plus qu'un handicap.

Ceci est d'autant plus vrai que la droite telle qu'elle est aujourd'hui composée représente davantage une force d'appoint qu'un pôle d'attraction. Lorsque Jacques CHIRAC déclare que l'accord sur la Nouvelle Calédonie est une «combine politique» il n'a rien compris à ce qui s'est passé à NOUMEA après la visite de la mission envoyée par Michel ROCARD laquelle est parvenue à faire naître localement un accord entre les deux antagonistes.

Si les partis de l'ancienne et de la nouvelle majorité votent ensemble en faveur d'un projet qui sert à terme les intérêts de la France, où est la combine politique et quel profit en tireront les socialistes si 90% des votants adoptent la solution proposée par le gouvernement ?

Pour rester crédibles, les hommes politiques doivent éviter de parler à tort et à travers pour le plaisir de se faire entendre. Certains ne savent pas qu'ils feraient mieux de laisser arriver les jeunes générations dont le langage est plus proche d'un électoralat qui a singulièrement rajeuni.

Autant de raisons qu'ont eues les centristes de se distinguer de leurs voisins avec lesquels il faudra continuer à pactiser pour des raisons purement électorales aussi longtemps que ne sera pas rétabli un système de représentation proportionnelle.

De même que les communistes constituent un appoint essentiel pour la survie de la «majorité» socialiste - malgré tout ce que l'alignement sur la politique de Moscou peut avoir de répugnant - de même il n'est pas immoral de continuer à œuvrer avec l'UDF et le RPR auprès d'un électoralat dont les pesanteurs sociologiques demeurent vivaces et fermées aux évolutions trop acrobatiques...

Il reste à dire que voter «centriste» n'est pas voter «socialiste». Aussi longtemps que les socialistes resteront attachés à des tabous périmés et seront en retard d'un siècle sur la compréhension des évolutions économiques et sur

SOMMAIRE

- Page 1 : *L'Avenir du Centre*
- Page 2 : *Réflexions sur le mode de scrutin*
- Page 3 : *Manoeuvres*
- Page 4 : *Les réformes de M. Gorbatchev peuvent-elles changer la nature profonde du communisme?*
- Page 5 : *Un civet de lapin sans lapin*
- Page 6 : *L'Action du M.R.P. au pouvoir*
- Page 12 : *Courrier des lecteurs*

(suite page 2)

Réflexions sur le mode de scrutin

Alfred COSTE-FLORET

C'est avec une stupéfaction mêlée de quelque tristesse que j'avais lu sous la signature de notre ami René MONORY dans le numéro de Décembre 1985 de ce journal, bulletin de l'amicale des Anciens du MRP, un éloge sans nuances du scrutin majoritaire et une critique

L'AVENIR DU CENTRE

(suite de la page 1)

le meilleur moyen d'accroître réellement - par le libre jeu du marché - le pouvoir d'achat du monde du travail, il ne saurait être question de les suivre dans cette fausse direction.

L'exemple actuel de la taxation du capital est significatif. Pour trouver les quatre milliards d'aide aux plus déshérités, plutôt que de puiser dans les quarante milliards de ressources dégagées par la gestion du précédent gouvernement, ils vont mettre en place une armée de bureaucrates chargés de faire du « papier ». Avant même de connaître l'incidence actuelle du poids des charges qui pèsent sur le patrimoine des français (taxes diverses, droits de succession) comparées à celles de nos partenaires européens, ils vont stériliser les efforts de Pierre MEHAIGNERIE en faveur de la reprise de la construction en France. Autrement dit il reste un fossé entre ce qui constitue le programme socialiste et ce qui serait pour la France de 1992 une politique compétitive et de développement économique.

Nos amis centristes peuvent représenter la force de proposition sur laquelle Michel ROCARD pourrait s'appuyer pour faire entendre un langage de raison à l'écart des passions partisans.

Il fait bon vivre pendant quelques semaines au cœur de la France profonde, près des populations campagnardes soucieuses de voir se réaliser le développement de leur région. Les grandes rivalités politiques les déconcertent - ce qui explique l'échec Chirac-Barre - tandis que le souci de leurs problèmes quotidiens les touche au premier chef.

Tirons en des conclusions pour l'avenir. Que les leaders centristes fassent entendre leur voix !

sans réserves des « effets pernicieux de la proportionnelle ».

Exprimant la même opinion, André-François MERCIER écrivait dans notre dernier numéro « qu'il est impossible de remettre en cause » le scrutin majoritaire.

De telles thèses vont évidemment à l'encontre de tout ce que nous avons soutenu dans ce domaine au M.R.P. Et si nous défendions la thèse contraire, nous avons de bonnes raisons pour le faire.

N'ayant pas changé d'avis à ce sujet, comme je l'ai écrit à Jacques CHIRAC, j'ai attendu que l'évènement se charge de démentir l'argument principal en faveur du scrutin majoritaire, à savoir que contrairement à la proportionnelle il dégage une majorité de gouvernement. C'est fait depuis les dernières législatives. Le scrutin d'arrondissement uninominal et majoritaire à deux tours, aux termes d'une bipolarisation qui a banni les extrêmes, a dégagé deux groupes à peu près égaux l'URC et les socialistes, ces derniers ayant une courte majorité relative, bien qu'ayant au premier tour eu moins de voix que l'URC. Il n'y a de majorité absolue pour aucun des deux groupes. Si la proportionnelle avait joué, le PC aurait obtenu 41 sièges et le Front National 33. Mais les socialistes n'en auraient que 246 et l'URC 257 (j'écris ces lignes avant l'attribution des deux sièges de la Polynésie française). L'URC aurait obtenu, à la place des socialistes, la majorité relative, le paysage politique serait changé et il le serait conformément à la justice électorale.

Le scrutin d'arrondissement uninominal et majoritaire à deux tours divise les Français, écrase les petits et avantage les grands. On dit qu'il permet de dégager une majorité. C'est souvent vrai. Mais son principal inconvénient dans un pays comme la France, c'est qu'il rend les socialistes électoralement dépendants des communistes et le centre comme la droite électoralement dépendants de l'extrême-droite. Ainsi aboutit-on à la division des Français en deux blocs opposés dont chacun est tributaire des voix de l'un des extrêmes. Les dernières élections législatives ont souligné fortement cet inconvénient majeur.

Pour sortir de l'impasse, ne faudrait-il pas « marier » la proportionnelle et le majoritaire dans un scrutin apte à la fois à dégager une majorité et à représenter les minorités ? Il y a plusieurs modalités pour le réaliser. Nous proposons d'adopter pour les législatives, en le modifiant légèrement, le mode de scrutin municipal actuellement en vigueur dans les villes grandes et moyennes. La liste qui obtient la majorité absolue enlève tous les sièges. S'il n'y a pas de majorité absolue, la liste arrivée en tête emporte la moitié des sièges et l'autre moitié est répartie entre toutes les listes, y compris bien sûr celle arrivée en tête. Ainsi arrive-t-on à la fois à dégager une majorité, à assurer la représentation des minorités et à éviter la division en deux blocs irréductibles.

« L'ouverture » ne sera pas possible tant que l'indépendance électorale des socialistes à l'égard des communistes et du centre et de la droite à l'égard du Front National ne sera pas assurée. Cette indépendance nécessaire fait partie de l'héritage de notre M.R.P. C'est aussi l'exigence d'aujourd'hui pour la réconciliation des Français.

Jean Coville a fait une proposition allant dans le même sens dans un article paru dans le numéro de septembre-Octobre 1987 du « M.R.P. vous parle ».

AMIS DÉCÉDÉS

Jeanne AMBROSINI (Paris 6e)
Nicolas NIEDERLANDER (Souillac-Lot)
Réginia SCHIFF (Paris 9e)
Maurice-René SIMONNET (Donzère-Drôme)
Marcel VAUTHIER (St D. de la Réunion)
Mme Bernard VIE (Paris 6e)

Manoeuvres

Jean COVILLE

Le premier tour de l'élection présidentielle a confirmé une situation qui n'est pas nouvelle, à savoir que la gauche est minoritaire en France. Toutes tendances confondues, elle a réuni 45% des voix.

Autrefois c'était le parti communiste qui dominait la gauche, maintenant c'est le parti socialiste, mais le total de leurs voix ne change pas. On le comprend d'ailleurs au spectacle des échecs et des malfaisances du communisme partout dans le monde.

Pour compenser l'insuffisance de leurs voix, les socialistes tentent d'habiles manœuvres, en flattant le centre, en diabolisant l'extrême droite et en maintenant leur alliance avec les communistes.

Un responsable socialiste, M. Marcel Debarge, a récemment déclaré : « Je ne mets pas sur le même plan le parti communiste et le front national » et il en concluait qu'il était légitime de s'allier avec le parti communiste, mais pas avec le front national, ce qui ne manque pas de cynisme.

En effet le Front National ne préconise pas la suppression des droits de l'homme et l'interdiction de sortir de France, comme cela se pratique dans les pays amis de M. Marchais.

Mais le cynisme va encore plus loin quand les socialistes qualifient leur alliance avec les communistes « d'union des forces de progrès » ou de « discipline républicaine ». De toute évidence les dictatures communistes ne ressemblent en rien à des républiques et il n'y existe aucun progrès, mais une déchéance sur tous les plans, que M. Gorbatchev s'efforce de corriger.

Il s'agit donc uniquement, dans les déclarations socialistes en général et dans celles de M. Debarge en particulier, d'une manœuvre électorale destinée à compenser l'insuffisance des voix de gauche.

L'autre camp, qui est majoritaire, succombera-t-il à cette manœuvre ? C'est

une question importante, dont nous connaissons prochainement la réponse.

Les incontinences verbales de Jean-Marie Le Pen sont assurément détestables, mais elles ne devraient pas modifier la physionomie politique de la France.

A gauche et à l'extrême gauche, les socialistes et les communistes sont toujours alliés, quel que soit le jugement que portent les premiers sur le régime que proposent les seconds, car les électeurs socialistes et communistes sont habitués à additionner leurs voix pour tenter de gagner des élections.

A droite et au centre il faudra donc bien agir de même et pratiquer une union sans défaillance, comme ce fut le cas aux élections législatives, pour tenter d'éviter que les socialistes et les communistes soient les gagnants.

Cela suppose un changement d'attitude de la part des dirigeants de la droite et du centre, tout au moins au niveau de leurs états-majors parisiens, qui étalent leurs divisions. Le Président de la République et le parti socialiste savourent ce spectacle.

Les prochaines élections, cantonales et municipales, montreront si, au niveau local, la sagesse l'emporte.

L'initiative de Raymond Barre, visant à interdire les fusions de liste entre les 2 tours — solution repoussée par les socialistes — permet d'ailleurs de constater de quel côté se dessinent les alliances immorales.

Il faut d'autre part remarquer qu'après les propos abusifs de Le Pen, l'électorat n'a pas attendu longtemps pour réagir. A l'élection législative partielle de Beauvais, le score du Front National est tombé à moins de 3% des voix.

D'où l'on peut conclure que mieux vaut faire confiance à la sagesse de l'électorat que de laisser les états-majors se compromettre dans des accords contre nature.

ADIEU

JEANNE AMBROSINI

Notre amie Jeanne AMBROSINI est décédée le 29 Juillet à l'Hôpital Cochin à Paris. Elle avait été foudroyée le 27 Juillet dans la rue par une hémorragie cérébrale alors qu'elle se rendait, comme tous les matins, à son bureau de la Démocratie Chrétienne Française, rue de Berri. Nous n'oublions pas notre amie Jeanne. Militante du MRP, puis du CDS, elle avait adhéré à la Démocratie Chrétienne en février 1980 et en était devenue la Secrétaire Générale en avril 1983. Elle donnait à la Démocratie Chrétienne l'essentiel de ses activités. Mais sa puissance de travail, sa culture riche et diversifiée, elle les mettait aussi au service d'autres associations. Elle était membre actif des Ajacciens de Paris, du Souvenir Napoléonien, des Amis des Archives de France, du Mouvement Européen, de l'Institut d'Études et d'Éducation Européenne, de la Maison de l'Europe, de l'Union Européenne féminine, des Femmes Démocrates, de l'Association Française pour la Communauté Atlantique, et enfin de notre amicale des Amis du M.R.P. A notre amicale comme secrétaire adjointe de Jean Coville, elle a donné pendant de nombreuses années un peu de son travail. Nous n'oublions pas cette fille d'Officier, patriote convaincue et démocrate chrétienne intransigeante. Elle aimait à dire que sa boussole politique était la doctrine sociale chrétienne. Elle est aussi, malgré la diversité de nos choix, la boussole commune de tous les amis du M.R.P. Jeanne AMBROSINI, chrétienne exemplaire, est maintenant vivante dans la lumière. Elle demeure aussi vivante dans nos cœurs.

Alfred COSTE-FLORET

LES REFORMES DE M. GORBATCHEV PEUVENT-ELLES CHANGER LA NATURE PROFONDE DU COMMUNISME ?

Jean COVILLE

Rien n'est moins sûr, tant est pesant le fanatisme des adeptes du communisme et tant sont nombreux ceux qui, dans les pays communisés, occupent tous les pouvoirs, petits ou grands. Ils ne s'en laisseront pas déloger facilement.

M. Gorbatchev semble avoir décelé les défauts du système et le fantastique déclin qui en résulte pour l'U.R.S.S. et pour ses satellites : au mieux contrainte et pénurie, au pire esclavage et famine.

Il tente donc de desserrer les contraintes paralysantes et espère avoir le soutien de la population, avide de libération et de bien-être.

Mais il a contre lui l'immense armée des fonctionnaires du régime, qui tiennent tous les pouvoirs et s'en partagent les privilèges.

Quel sera le résultat de cette lutte ? Impossible de le savoir.

La seule perspective favorable à cet égard est à porter au crédit de la Chine. Teng Siao Ping est parvenu à assouplir le féroce régime imposé par Mao Tse Toung dans les années cinquante. Une mission française, conduite par Mme de Lipkovski, a pu l'observer récemment.

Dans les campagnes, où les petits paysans disposent à nouveau de lopins de terre et peuvent vendre leurs produits, on vit mieux. Mais cette amélioration n'a pas atteint les villes, où le système se maintient. Il est à craindre qu'il en soit de même en Union Soviétique et ailleurs.

On le voit d'ailleurs en Pologne, où la profonde aspiration des Polonais à la liberté est tenue en échec et où «Solidarnosc» est toujours exclu par le Pouvoir.

Je voudrais souligner quelques exemples tout récents qui manifestent la difficulté de changer le système.

Comme chacun sait, les habitants des pays communistes sont prisonniers

dans leur propre pays, qu'il leur est interdit de quitter. Des habitants de Berlin-est ont ainsi été tués récemment en tentant de passer à l'ouest, puisque c'est un crime de vouloir passer d'un pays «socialiste» à un pays «capitaliste».

Mais les principales victimes se trouvent en mer de Chine : une terrible émission télévisée nous l'a récemment rappelé. Une équipe de «Médécins du Monde» a montré de façon poignante le drame des «boat people» en mer de Chine.

Apparemment les réformes de M. Gorbatchev n'ont aucune influence au Vietnam.

Il en a été de même cet été tout près de nous, même si cela s'est présenté de façon moins dramatique. J'en ai été témoin.

Un championnat du monde universitaire de rugby avait été organisé en France. Toutes les épreuves étaient disputées dans le sud-ouest de notre pays. J'ai assisté à deux d'entre elles.

Participaient à ce championnat les nations britanniques, la France, la Nouvelle Zélande, l'Argentine, l'Italie, l'URSS et la Roumanie. Au dernier moment, alors que les tirages au sort étaient déjà effectués et les premiers matches fixés, les Roumains ont retiré leur équipe. Pour quel motif ? Quatre de leurs joueurs, trop bavards, avaient laissé entendre qu'ils essaieraient de rester en France, ce qui est évidemment un «crime» impardonnable.

Les organisateurs du championnat eurent la chance de pouvoir sortir de ce mauvais pas en faisant appel au Bataillon de Joinville.

Cet épisode ne comporte pas de mise à mort, mais quel sinistre exemple de la pesanteur du système. Quand l'Europe tout entière en sera-t-elle libérée ?

CONVENTION POUR L'EUROPE

Une Convention pour l'Europe se tiendra

Samedi 22 Octobre 1988

à la Maison de Radio-France à l'occasion du centième anniversaire de Jean Monnet et du quarantième anniversaire du Mouvement Européen.

Le Président de la République, le Premier Ministre, le Président de la Commission des Communautés et de nombreuses personnalités françaises et étrangères ont promis leur concours.

Entre la séance du matin et celle de l'après-midi un déjeuner est prévu sur un bateau-mouche.

Le M.R.P. ayant joué un rôle considérable dans la construction d'une Europe Unie, il est permis de penser que nombreux seront les anciens du M.R.P. qui souhaiteront assister à cette Convention.

Pour s'inscrire il faut s'adresser dès que possible et en tous cas avant le 10 Octobre au siège du Mouvement Européen, 24 rue Feydeau, 75002 Paris
- Téléphone : 42.36.14.89

LES DEUX COREES

Plus significatif encore que le spectacle des deux Allemagnes est celui des deux Corées.

La Corée du Sud, qui accueille actuellement les Jeux Olympiques avec un faste exceptionnel, fait une splendide démonstration de la réussite d'un régime de liberté. Le niveau de vie de la population est très élevé et, par des efforts soutenus, les pertes de la guerre ont été effacées et de grands progrès ont été accomplis dans tous les domaines.

Par contre la Corée du Nord, qui subit un régime communiste particulièrement dur, a un niveau de vie très bas, ce qui interdit encore plus qu'ailleurs à ses dirigeants de laisser les habitants aller chez leurs frères du Sud et constater l'immense écart des niveaux de vie.

C'est pourquoi la frontière des deux Corées est une des plus imperméables du Monde.

L'ACTION DU M.R.P. AU POUVOIR

Notre mission est moins d'entretenir nos amis de nos réflexions sur les événements d'aujourd'hui - sauf à tenter de donner au travers de ce que fut la doctrine du M.R.P. une interprétation toujours contestable sur ce que nous aurions fait dans le contexte actuel - que de rappeler au moyen de recherche de documents, ce qu'a été réellement l'action du M.R.P. lorsqu'il participait sous la IVème République à l'action gouvernementale.

Nous avons l'intention, en ouvrant cette rubrique, de rappeler les principales actions menées par nos amis M.R.P. au cours d'une époque encore récente mais dont de nombreux acteurs ont disparu en laissant à ceux qui restent le soin d'apporter, lorsqu'ils le jugeront utile, leur témoignage afin que la postérité comprenne nos mobiles et le sens de nos actes d'hier.

Aujourd'hui nous publions la première partie d'un texte rédigé vers les années 50, rappelant « ce qui a été sauvé par le M.R.P. » pendant les six premières années de la IVème République.

1944 - 1950

CE QUI A ÉTÉ SAUVÉ ...

En 1945 et en 1946, le M.R.P. a connu un très réel succès et, dans les mois qui ont suivi, des critiques venues de toutes les tendances de l'opinion, de tous les horizons se sont concentrées sur lui. « Les gens du M.R.P. ce sont des gens honnêtes, scrupuleux, généreux ayant le sens du devoir et du dévouement à l'intérêt public, mais ce ne sont pas des gens habiles, ils n'ont pas su tirer de leurs victoires électorales tout le parti qu'ils auraient pu en tirer, ils n'ont pas su être efficaces, réalistes. » C'est de cette critique-là qu'il faut faire justice.

Voici des faits indiscutables que personne ne pourra dénier. Ces faits permettront de faire l'inventaire exact des services que le M.R.P. depuis bientôt dix ans a rendus à la France.

A six ou sept reprises pendant ces dix années le M.R.P. a tout simplement sauvé le pays. La France serait allée à plusieurs reprises au fond du gouffre si le M.R.P. n'avait pas été là.

LA LIBERATION

L'ENGAGEMENT INDIVIDUEL DANS LA RESISTANCE

C'est une longue histoire, elle date pour ses débuts du temps où le M.R.P. n'existait pas encore officiellement. Elle date de cet effroyable été de 1940, de ce sinistre mois de juin 1940 où tout s'est écroulé d'un coup dans la débâcle; nos armées, nos structures politiques, administratives, économiques, sociales, toute la France entière dans les ruines, la honte et le désespoir. Et au-dessus de cette défaite et de ce chaos, l'immortel **appel du général de GAULLE, le 18 Juin**, cette voix solitaire par delà les mers et cet appel historique. Est-ce un hasard, est-ce une coïncidence, mais les faits sont là : parmi les premiers qui ont répondu à cet appel, parmi les tout premiers, se sont trouvés principalement ceux qui devaient à la Libération, constituer le M.R.P. Les leaders et les cadres essentiels de ce M.R.P. qui s'appelaient : DE MENTHON, COSTE-FLORET, TEITGEN, LECOURT, et beaucoup d'autres dans la France métropolitaine, et Maurice SCHUMANN, à Londres. Ils répondirent en tête. Pendant les mois qui ont suivi ils n'ont pas été soutenus par une cohorte très nombreuse de Français. A la fin de cette année 40, la Résistance, c'était ces gens-là, avec quelques milliers d'hommes. Comme ils n'étaient pas très nombreux, ces hommes qui avaient donné l'exemple parmi lesquels se trouvaient ceux qui

devaient être par la suite les fondateurs et chefs du M.R.P., se sont trouvés tout de suite aux leviers de commande essentiels. On ne les leur disputait pas, les risques étaient grands; il y fallait mettre sa vie en jeu et plus que sa vie, risquer la mort dans des souffrances abominables.

LE RENFORT COMMUNISTE

En juin 1941, cette armée de la Résistance a eu tout à coup un grand renfort parce que l'Allemagne d'Hitler avait déclaré la guerre à la Russie des Soviets et le **Parti Communiste entraînait en masse dans la Résistance**. Je dis en juin 41, car en juin 40, les dossiers sont là, le Parti Communiste Français n'était pas dans la Résistance; il faisait des démarches à la Kommandatur Gross-Paris pour tenter de se vendre lui et son journal à la Gestapo, à Hitler. Seulement, en juin 41, les choses changeaient parce que l'Allemagne déclarait la guerre à la Russie, alors tout entier : chefs, cadres et militants, le Parti Communiste entraînait dans la Résistance. J'ajoute que ces militants et ces cadres du Parti Communiste se sont souvent conduits avec courage et héroïsme et je salue d'abord ceux qui, à nos côtés, sont morts dans cette bataille commune. Seulement ce que je sais aussi, c'est qu'en même temps qu'ils entraient pour se battre contre l'Allemand avec nous dans la Résistance, ils recevaient une consigne qui leur était donnée à eux, communistes français, comme elle était donnée aux communistes de tous les pays occupés par l'Allemagne; **il leur était prescrit de s'emparer dès que possible de tous les leviers de commande de cette Résistance** et de tenter par tous les moyens de la monopoliser et de l'accaparer de manière à être les seuls chefs au jour de la Libération. Le dessein était prémédité, réfléchi et j'ose le dire de leur point de vue intelligent. Il est bien évident que si au jour de la Libération, la

Résistance était tout entière entre les mains du Parti Communiste, le Gouvernement qu'il faudrait faire ce jour-là, ce serait un gouvernement de Résistance et donc un gouvernement communiste. Vous savez que **ce plan-là a été appliqué et conduit en son terme dans de nombreux pays d'Europe** : la Bulgarie, la Roumanie, la Yougoslavie et beaucoup d'autres qui sont derrière ce qu'on appelle maintenant le rideau de fer, parce que dans ces pays-là le P.C. était arrivé à appliquer son plan intégralement, conformément aux consignes reçues, **la Libération fut le signal d'un nouvel asservissement**. Ces pays ont dû au jour de la Libération constituer des gouvernements à prédominance communiste et très rapidement des gouvernements exclusivement communistes. Ces gouvernements les ont livrés à la dictature de Moscou qui, nous le savons bien, ne vaut pas mieux que celle d'Hitler.

ROLE DES HOMMES QUI DEVAIENT CONSTITUER LE M.R.P.

Ce plan, mes chers amis, qui fut exécuté dans les pays que je viens de dire, était également valable pour la France. Seulement en France, le plan communiste s'est heurté à des obstacles qu'il n'a pu surmonter. La vérité historique oblige à dire que ces obstacles provenaient principalement de la Résistance elle-même. Dans la Résistance, à sa tête et dès l'origine, **des hommes étaient bien résolus à faire que la libération soit pour la France l'heure vraiment de la liberté**, et ces hommes, ils s'appelaient : DE MENTHON, ils s'appelaient BIDAULT et quelques autres. Ce sont ceux qui devaient faire et constituer le M.R.P. Ils ont tenu jusqu'au bout à la tête des organismes et des réseaux. Ils ont tenu jusqu'au bout parmi les services essentiels de la délégation en France du Général de Gaulle. Ils ont tenu jusqu'au bout grâce à beaucoup de sang froid de présence d'esprit et de courage, car c'est une histoire qu'on écrira peut-être un jour, celle de cette lutte qu'il nous a fallu mener contre l'allemand, avec nos alliés les communistes, mais en ouvrant en permanence l'œil sur ces alliés toujours prêts à nous bousculer tout simplement pour pouvoir s'emparer à notre

place des leviers de commande de cette résistance, pour l'accaparer et la monopoliser. Grâce au courage, au sang-froid, à la présence d'esprit, à l'obstination, et quelque fois à l'héroïsme des gens que je viens de citer, leur dessein n'a pas abouti et, **au jour de la libération, la Résistance était entre les mains de beaucoup d'hommes de notre esprit**, bien décidés à libérer la France le jour de la Libération et non pas à l'asservir à nouveau à une autre tyrannie.

Quand il est entré à Paris, le 25 août 1944, le Général de Gaulle a pu constituer un gouvernement de la Résistance qui était un gouvernement d'unité nationale dans lequel il y avait certes quelques communistes, mais aussi beaucoup d'autres qui n'étaient pas communistes et qui croyaient à la libération française, à la liberté, à la justice, aux droits et à l'indépendance de la Patrie, c'est sans doute parce que d'abord, en juin 1940, ce sont principalement les hommes du M.R.P. qui avaient répondu à l'appel et qui avaient tenu bon jusqu'au bout.

Il suffit de comparer ce qui s'est passé dans les pays qui sont maintenant derrière le rideau de fer, à ce qui s'est passé en France pour mesurer l'importance du service qu'à cette époque-là, les hommes du MRP que nous sommes, ont rendu au pays. Alors, j'ai bien le droit de le dire, avant même sa naissance officielle, le M.R.P. avait rendu à la France ce premier service.

II

LA JUSTICE

Le Gouvernement du Général de GAULLE constitué, le Parti Communiste a tenté de préparer son accès au pouvoir ou, si vous préférez, de faire sa révolution, celle qu'il avait manquée au jour de la libération. Il disposait dans ce but d'une arme redoutable, soigneusement mise en réserve et préparée par ses cellules et organisations, ses responsables et ses militants dès le temps de l'occupation. Cette arme redoutable s'appelait : **l'épuration à la manière communiste**.

LE PLAN COMMUNISTE

Dans ce système, il ne s'agissait pas de rechercher les Français qui avaient trahi leur pays pour les châtier, les punir, puis de rechercher ceux qui l'avaient bien servi au péril de leur vie pour les récompenser, en aucune manière. Il s'agissait de dresser la liste de tous les hommes et de toutes les femmes qui, dans toutes les hiérarchies et aux différents plans, pouvaient **exercer une influence, disposer d'un crédit et d'une autorité morale** et puis de se poser pour chacun la question que voici : est-il, est-elle favorable au parti communiste ? Si oui, quoi qu'il ait fait, quoi qu'elle ait fait pendant l'occupation, c'est un héros et il faut le décorer. Sinon, quoi qu'il ait fait, quoi qu'elle ait fait pendant l'occupation, c'est un collaborateur, il faut tenter de le déshonorer pour prendre sa place en utilisant au profit du parti communiste, l'ascendant, le crédit, l'autorité dont il disposait. Ce sont des faits, il y a des milliers d'exemples à l'appui de cette affirmation et des listes étaient prêtes et c'était bien facile de mener à son terme une épuration conduite selon ces méthodes.

LA FRANCE PENDANT LA RESISTANCE

Nous savons bien ce qu'avait été la France pendant l'occupation : d'un côté 100.000 héros qui avaient tout abandonné : leur nom, leur identité, leur famille, leur profession et puis qui s'en étaient allés dans les chemins des maquis ou de la vie clandestine des réseaux, des organisations résistantes, jetant tout dans la balance. Et puis, à l'autre extrémité, 50.000 traîtres ou demi-traîtres, qui, pour de l'argent, des avancements, s'étaient vendus à l'ennemi. Entre les deux, entre les héros et les traîtres, il y avait 39 millions 1/2 de bons Français qui souhaitaient la libération du territoire. Ils étaient prêts, le jour venu, à entrer dans la bataille décisive, mais en attendant l'heure de bataille, ils étaient obligés de vivre

chez eux, sous leur nom, avec leur femme, leurs enfants, dans leurs usines, dans leurs magasins, leurs bureaux, leurs quartiers, leurs maisons. La Gestapo et la police étaient devant la porte, alors de temps en temps, certains, pour donner le change en attendant que sonne l'heure des combats de la libération, faisaient semblant du bout des lèvres d'accorder un petit sourire à la collaboration et à Vichy, souvent la rage au cœur et parce qu'il fallait vivre et durer. Ce sont ces gens-là qu'on voulait aller chercher à la Libération : il fallait les sortir de chez eux, et s'il était nécessaire de les évincer pour prendre leur place, on allait les déshonorer. On ameuterait l'opinion, dans le climat de désordre, d'enthousiasme et de passion qui était nécessairement celui de la libération, on déchaînerait les appétits, les haines et les violences et, les ayant fait passer pour des traîtres ou des demi-traîtres, on les jetterait dans les fossés extérieurs pour prendre leur place. Au terme de l'opération la révolution soviétique serait faite car la France se trouverait encadrée de haut en bas et de bas en haut dans toutes les hiérarchies, à tous les plans, de militants ou sympathisants du Parti Communiste sans s'en apercevoir.

LE M.R.P. CHARGE DE L'ÉPURATION

Voilà quel était le plan et vous savez très bien que ce que je dis là est vrai, et que c'est cela qui était préparé et qui, même, a commencé à se développer dans nos départements et sous nos yeux. Dans certains endroits du Centre et du Midi, où l'organisation administrative ébranlée par les événements ne put pas être reprise en mains aussi rapidement que nous le voulions, et où précisément les forces communistes avaient pu pour quelques semaines, se substituer à l'autorité légale, il y eut de ces exécutions sommaires dont chacun garde le souvenir. De telles atrocités, qui furent des exceptions, montrent bien ce qui se serait passé dans tout le pays s'il n'y avait pas eu au gouvernement des hommes croyant à la justice et farouchement résolus à faire respecter les garanties du droit. N'oublions

pas qu'à ce moment les moyens d'action dont disposait le gouvernement étaient d'une tragique faiblesse, et que les forces armées et de police qu'il contrôlait étaient souvent, et en particulier à Paris, moins nombreuses que celles que dirigeait effectivement le Parti Communiste (milices patriotiques, F.T.P.)

Vous savez surtout que c'est cette épuration par le Parti Communiste, selon ces méthodes et dans ce but, qui a été conduite et menée à son terme dans les pays que j'énumérais tout à l'heure : la Bulgarie, la Roumanie, la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Yougoslavie, la Pologne. Alors, que s'est-il passé ? Eh bien, on a fait appel à des hommes du M.R.P. : de MENTHON et l'année suivante : TEITGEN. On leur a dit, vous autres gens du M.R.P., vous avez une conscience, vous croyez à la distinction du bien et du mal, du juste et de l'injuste, vous croyez à la morale, vous détestez la haine et la violence. Vous n'accepterez jamais qu'on confonde justice et représailles et qu'on fasse de la Libération de la France une entreprise de son asservissement. Alors vous, hommes du M.R.P. vous allez prendre le Ministère de la justice et vous allez remonter ce courant là et tâcher de sauver à la fois l'honneur et l'indépendance du pays. Alors, ils y sont allés avec leurs camarades du M.R.P. derrière eux pour les aider, les appuyer et les soutenir. C'est une bataille qui a duré deux ans. On a connu l'époque où le nom du Ministre de la Justice était jeté dans tous les meetings et tous les soirs dans toutes les villes de France, comme un signe d'infamie. De MENTHON, TEITGEN, pour une partie de l'opinion, étaient des traîtres à la Résistance et à la Patrie. Seulement, le courant, nous l'avons dominé progressivement avec nos pauvres moyens. Les Ministres de LA Justice ont finalement rétabli le respect des droits de la défense, de l'indépendance des tribunaux, libéré les innocents, fait preuve de compréhension et quand il le fallait, de pitié.

Maintenant que nous avons le recul, nous pouvons juger. Nous savons le triste sort d'une épuration à la communiste réservé à la Bulgarie, à la Roumanie, à la Hongrie, à la Tchécoslovaquie, à la Yougoslavie. Ce triste sort là a été épargné à la France et nous savons qu'en France on n'a pas fusillé les MIKAILOVITCH et pendu les PETKOV. Et quand regardons cette page de notre histoire, eh bien, nous sommes assez fiers de constater qu'elle a été menée par des hommes qui appartenaient

à la M.R.P. et nous disons qu'en la circonstance, dans ces périodes difficiles, le M.R.P. a rendu au pays un autre service de premier ordre en sauvant comme je le disais tout à l'heure, dans ces circonstances redoutables, à la fois son honneur et son indépendance.

III

LES LIBERTES SPIRITUELLES

Les mois ont passé, le Général de GAULLE était revenu en libérateur du territoire sur la terre de France. Il avait dit en résumé ceci : « d'abord, mon Gouvernement de la Libération continuera la guerre jusqu'à la victoire totale, jusqu'à la capitulation de l'Allemagne et puis lorsque la guerre aura été terminée, lorsque la victoire sera acquise, alors je réunirai à Paris une grande Assemblée Nationale Constituante, et c'est seulement lorsqu'elle sera là, composée de représentants librement élus de la France que j'aborderai les grandes questions des réformes constitutionnelles, politiques, économiques et sociales ».

Le 8 mai 1945, l'Allemagne capitulait sans condition. Fidèle à sa promesse, de GAULLE convoquait une Assemblée constituante, les élections se déroulaient en octobre 1945 et cette Assemblée se réunissait à Paris. Nous étions dans l'enthousiasme, tout prêts à nous jeter corps et âme dans cette grande bataille de la construction d'un monde meilleur, d'une France plus juste et fraternelle. Nous étions tout prêts, les hommes et les femmes du M.R.P. à donner le meilleur de nous-mêmes à cette Constitution de la IV^e République et à toutes ces réformes de rajeunissement que l'on désignait sous le vocable de la IV^e République.

LE DEPART DU GENERAL DE GAULLE

LES CONDITIONS DE LA FRANCE EN JANVIER 1946

L'Assemblée élue se réunissait à Paris. Enfin l'heure des grands événements avait sonné, des grandes choses de la paix et c'est alors que se produisit le coup de tonnerre. Il éclata quelques semaines seulement après la réunion de cette Assemblée au moment où nous pensions qu'avec de GAULLE, nous allions nous attaquer à ces grands problèmes. C'est une date que nous n'oublierons jamais.

C'était exactement le dimanche 20 janvier 1946. Un Conseil des Ministres, extraordinaire, s'est réuni quelques minutes. De Gaulle a déclaré en substance aux Ministres : «Je vous ai réunis pour vous faire connaître une décision irrévocable, j'estime que ma tâche est terminée et je pense que la France maintenant doit faire une Constitution : ma présence risque de compromettre l'œuvre à réaliser, des gens veulent faire la Constitution pour moi, d'autres veulent la faire contre moi, j'aime mieux ne pas m'en occuper et m'en aller. N'insistez pas je le répète, ma décision est irrévocable. Je vous remercie de la collatoration que vous m'avez apporté jusqu'ici. Au revoir».

Je le dirai sans rougir et sans m'en excuser, les dirigeants du M.R.P. étaient dans la consternation : le coup pour nous était inattendu et redoutable. A l'extérieur, l'autorité, le prestige de la France, c'était le nom de cet homme et à l'intérieur, l'autorité et le prestige de l'Etat de la IV^e République, c'était aussi le nom de cet homme. Jamais nous n'avions pensé qu'il pourrait s'en aller tant que la France ne serait pas définitivement remise sur pied, jamais nous ne nous étions posés la question de savoir qui pourrait lui succéder et comment et par qui le remplacer ? Nous n'avions pas de Constitution. La France sans le général de Gaulle, ne paraîtrait-elle pas vide ? Et puis, voyez-vous, les naïfs, les idéalistes que nous étions et que nous sommes peut-être encore, avaient assez de bon sens politique et de pratique pour savoir qu'il y avait devant nous sur le chemin bien des obstacles.

On pouvait prévoir à quelques semaines d'échéance, des difficultés redoutables et d'abord cet effroyable problème de la nourriture, du ravitaillement des Français et de la remise sur pied de notre économie. A ce moment-là, notre industrie, notre agriculture ne suffisaient pas évidemment aux besoins de la France. Il nous fallait acheter à l'étranger la plus grande partie de notre ravitaillement, beaucoup de charbon, notre essence, notre pétrole, toutes nos matières premières ou à peu près pour éviter l'arrêt, le chômage de nos usines qui repartaient si difficilement. Pour acheter tout cela dans les pays riches et spécialement en Amérique, il fallait de l'or et des dollars. En 1945, on avait dépensé tout ce qui nous restait en caisse d'or et de dollars, à peu près 1 milliard et demi de dollars et devises fortes, et dans ce mois de janvier 1946, il n'y avait plus rien dans la caisse.

Alors, comment allait-on, dans les semaines qui allaient venir, continuer à acheter aux Etats-Unis, en Amérique et dans les pays riches ce dont la France avait absolument besoin pour ne pas mourir de faim et donner du travail à ses usines et remettre sur pied leur économie ?

L'HYPOTHEQUE COMMUNISTE

Il y avait un autre problème bien redoutable aussi. Depuis la Libération, les communistes étaient dans le gouvernement. En 1945, on s'était accommodé de leur présence parce que le Gouvernement dans lequel le Parti Communiste siégeait n'avait pas eu à traiter de problèmes dans lesquels la France avait des intérêts différents de ceux de la Russie. En 1945, on avait continué la guerre avec les Russes, puis occupé l'Allemagne comme les Russes et il

avait été entendu qu'en 1946 on parlerait de la paix et de l'organisation de l'Europe. Comme les problèmes fondamentaux de l'Allemagne ne s'étaient pas posés jusqu'alors, nous n'avions pas eu à confronter les intérêts de la France avec ceux de la Russie des Soviets et, nous n'avions pas eu à aborder avec les communistes ces problèmes qu'il est si difficile et si dangereux d'aborder avec eux. Cependant, on savait bien qu'en 1946, il faudrait regarder ces problèmes et puis les traiter, et qu'il faudrait probablement dans les mois qui allaient venir, fixer la position de la France en matière internationale qui ne serait pas la même que celle de Staline. Et alors, on savait bien que ce jour-là, un fossé se creuserait au sein du Conseil des Ministres, qu'il y aurait peut-être des ministres communistes qui prendraient parti contre les intérêts de la France pour les positions soviétiques et que, ce jour-là, la question se poserait de savoir s'il faudrait les conserver dans le Gouvernement ou les en expulser. Chacun de nous savait bien que le jour où on les expulserait, ils s'en iraient à travers le pays mener une campagne d'agitation pour des revendications des grèves qui pourraient exposer la France à de très graves périls. Tous ces problèmes-là, étaient sur le chemin tandis que s'en allait le général de Gaulle.

S'EN ALLER OU RESTER AU GOUVERNEMENT ?

Tous les Français étaient atterrés, le parti Communiste ne fut pas long à se ressaisir. Dès le lendemain, l'«Humanité» du 21 janvier 1946, titrait en caractères d'affiche : «**Notre parti demande un gouvernement présidé pas Maurice THOREZ**» et l'«Humanité» du 22 janvier poursuivait avec le titre suivant : «**Le M.R.P. n'acceptant pas la proposition, une offre de gouvernement communiste-socialiste, à présidence communiste, a été faite dans la soirée au parti Socialiste**».

Vous devinez tout de suite le dessein : l'Assemblée Nationale Constituante qui siégeait au moment où le Général de Gaulle s'en allait comportait une

MAJORITÉ COMMUNISTE ET SOCIALISTE. Les communistes, les socialistes et les quelques groupes qui leur étaient apparentés, formaient une majorité absolue. Légalement, on pouvait faire un gouvernement communiste-socialiste, après avoir rejeté le M.R.P. dans l'opposition. C'était le grand rêve de THOREZ et du parti Communiste : rester seuls avec les socialistes. A cette époque, les socialistes semblaient avoir comme principal souci de ne pas contrarier les communistes, de ne pas se brouiller avec eux. A tout instant, ils marchaient sur leur trace et refusaient toujours de faire opposition aux positions prises par les communistes. Vous apercevez dès lors le programme : on constituait un gouvernement communiste et socialiste, l'essentiel des portefeuilles allait au parti Communiste qui était le plus nombreux, quelques portefeuilles secondaires au parti Socialiste et on attendait quelques semaines et quelques mois ; au bout de ce délai, on épurerait le parti Socialiste comme on devait l'épurer dans les différents pays où le parti Communiste a pris le pouvoir, grâce à des événements de même ordre. Il était alors seul en fait au pouvoir, et c'était à Paris, le coup de PRAGUE. C'était la France derrière le rideau de fer. Et voilà que l'occasion arrivait, et que contrairement à toute prévision, les événements prenaient cette tournure. On allait pouvoir réaliser ce grand rêve : rester à la tête du Gouvernement avec les seuls socialistes pour quelques semaines en attendant qu'on les jette dehors, qu'on prenne le pouvoir et qu'on le prenne pour toujours. C'était cela qui s'était passé en Bulgarie, en Roumanie. C'est cela qui s'est passé dans les pays derrière le rideau de fer, qui ont perdu leurs libertés et leur indépendance au profit du Kominform. L'heure était venue pour la France. Il fallait que le M.R.P. s'en aille comme le général de Gaulle. Il fallait pour cela nous en convaincre.

LA TENTATION

Le 21 janvier, se réunissait à Paris, dans une séance historique, le Comité Directeur du M.R.P. pour savoir quelle

était la conduite à tenir. Fallait-il, sous prétexte que nous avions été les premiers derrière de Gaulle dans la Résistance et les combats de la Libération, sous prétexte que nous l'avions soutenu, appuyé, servi, depuis la Libération, fallait-il, parce qu'on nous appelait le «Parti de la Fidélité», partir avec lui, comme le souhaitait si fort le parti Communiste, ou fallait-il rester ? Je note, et ceci est capital pour l'histoire, que pendant que nous délibérions, des lettres et des télégrammes nous arrivaient. Ils venaient, ces télégrammes et ces lettres, de «bien pensants», ainsi dénommés parce que depuis si longtemps ils pensent si mal, et voilà que sans le vouloir ils nous donnaient, ces braves gens, le même conseil que THOREZ, ils nous disaient : «Mais allez-vous en, mais suivez-le, partez avec lui, puisqu'il est parti, partez. Vous voyez bien qu'il y a devant vous des difficultés insurmontables, le ravitaillement, le problème des achats à l'extérieur, les difficultés internationales qui vont être insolubles avec les communistes dans le Gouvernement. Vous allez, à coup sûr, vous casser les reins, partez, mettez-vous sur le bord de la route» (comme Ponce Pilate). «Lavez-vous les mains, vous serez dans l'opposition, vous regarderez, vous compterez les coups, laissez-les, socialistes et communistes, s'emparer des rênes de la voiture, ils vont conduire la charrette au ravin : quand elle y sera, alors vous vous léverez et vous direz : «voyez ce qui se passe quand nous n'y sommes pas» et toute la France vous applaudira, tout le monde vous sera reconnaissant, vous irez retirer la voiture du ravin et votre heure sonnera. Allez-vous en comme de Gaulle, c'est votre intérêt électoral». Voilà ce qu'ils nous disaient tous ces bien-pensants, et je pense qu'ils avaient peut-être raison sur ce dernier point, que c'était en effet peut-être notre intérêt électoral de nous en aller. Seulement, **nous avons précisément fondé le M.R.P. à la Libération pour qu'il y ait au moins en France un parti qui fasse prévaloir en toute circonstance le devoir sur l'intérêt électoral.** Cette voiture, cette charrette qu'il s'agissait de laisser aller au ravin pour avoir après cela le plaisir de l'en retirer, cette voiture s'appelait la France et dedans, il y avait toutes les Françaises et tous les Français.

DIFFICULTES DE NOTRE TACHE

Nous sommes restés en mesurant, croyez-le bien, les difficultés effroyables de l'entreprise et de la tâche, et en mesurant parfaitement tous les risques d'impopularité auxquels nous allions nous exposer : nous savions très bien que pendant des semaines et des mois, la pénurie de ravitaillement, la misère, les obstacles, les difficultés quotidiennes insurmontables encombreraient notre route et que nous ne pourrions pas les rayer d'un coup, qu'il y faudrait beaucoup de patience et qu'il faudrait **sans cesse demander aux Français qui n'en voudraient pas, des sacrifices et du temps.** Nous savions surtout qu'en restant, **nous allions être minoritaires,** dans un gouvernement qui serait à majorité communiste et socialiste, nous savions parfaitement que nous serions 140 sur 600 à l'Assemblée et 6 dans le Gouvernement sur 21 et qu'à tout instant, cette minorité M.R.P. risquerait d'être brisée. Nous savions tout cela et nous savions qu'on multiplierait à notre égard les injures, les quolibets, les mensonges, la diffamation sans souci, ni d'équité, ni de justice. Seulement, nous savions aussi que si nous restions là et tant que nous resterions là, la France resterait un pays indépendant et libre et qu'il ne serait pas touché aux libertés fondamentales des Français, au patrimoine moral et spirituel de la France, à l'honneur et à l'indépendance nationale.

Alors, nous sommes restés. Ceux qui ont connu cette époque, n'oublieront jamais l'aventure, la bataille, les combats que nous avons dû vivre. Nous avons vu déferler des projets ahurissants ; un jour, il s'agissait de supprimer les libertés familiales, le lendemain, les libertés syndicales, un matin on voulait instaurer un monopole des conventions collectives au profit de la C.G.T. et puis un soir lui donner le monopole des comités d'entreprises ou de la sécurité sociale. Bref, les unes après les autres, **toutes nos libertés étaient menacées et il n'y avait que 6 M.R.P. sur 21 ministres dans le Gouvernement et 140 (puis 180 après le 2 juin 1946) sur 600 députés à la Chambre.** Cela a duré des mois. Ce que cela nous a coûté d'inquiétudes, de batailles le jour et la nuit, nous le savons.

Ce que nous savons aussi, c'est que cette minorité décidée et soi-disant incapable, eh bien, finalement a sauvé l'essentiel ; car si nous avions succombé à la tentation de Ponce Pilate, si nous aussi nous étions partis, c'eût été à coup sûr quelques semaines ou quelques mois après, à Paris, le coup de Prague. Et maintenant le rideau de fer serait sur les rivages de l'Atlantique.

Regardant ces événements, les regardant avec objectivité et recul, nous constatons que c'est encore dans ces circonstances difficiles et parce que courageux et clairvoyant qu'il a su s'exposer au besoin, à l'impopularité, aux diffamations et aux insultes, nous savons que pendant cette période, c'est le M.R.P. qui a sauvé le pays dans ces circonstances dramatiques.

IV

LA DEMOCRATIE

LA CONSTITUTION « PIERRE COT »

L'Assemblée Nationale pendant ce temps-là, faisait une Constitution et parce qu'elle était à **majorité communiste et socialiste** cette Constitution était tout entière dominée par les conceptions très particulières du parti Communiste. En fait, la Constitution qu'élaborait cette majorité communiste-socialiste, c'était un monstre et les députés du M.R.P. avaient beau, article après article, se battre à l'Assemblée, cette Constitution restait un monstre. Vous vous en souvenez, c'était le **premier projet élaboré par la première Assemblée Constituante**. Il tenait en peu de mots : on pouvait le résumer comme ceci - sans être professeur de droit : dans cette Constitution **l'assemblée unique était l'Etat à elle toute seule**, le Gouvernement un pauvre petit organisme qui courait derrière l'Assemblée pour exécuter ses volontés ou caprices ; la justice des magistrats ne bénéficiant d'aucune espèce

d'indépendance. **L'Assemblée tenait la magistrature**. La République, c'était une Assemblée-dictateur plus exactement la République, c'était la majorité d'une Assemblée, unique dictateur. **Pas de libertés garanties. Pas de séparation des pouvoirs**.

La dictature d'un homme, c'est une chose retoutable, la dictature d'une majorité anonyme et collective, c'est plus redoutable encore. Finie la République, c'était l'avant-dernière étape de qu'ils appelaient la « **démocratie populaire** », c qu'ils s appelaient ainsi avant cette Constitution votée par l'Assemblée contre la minorité à laquelle appartenait le M.R.P.

NOUS AVONS COMBATTU SEULS

Il fallait obtenir à tout prix que le peuple français la repousse au referendum. C'était pour les hommes que nous étions une inquiétude et une angoisse effrayante que celle que nous ressentions en nous disant : voilà ce qu'est devenu notre rêve de la Résistance. Quand sous la Résistance nous parlions de la IV^e République, nous envisagions autre chose que cette caricature et dérision de République et de démocratie. Comment obtenir des Français qu'ils comprennent et rejettent ce projet de Constitution ?

LE 5 MAI 1946

Nous sommes allés trouver le général de GAULLE, nous avons indirectement fait appel à son autorité, nous lui avons dit que nous souhaitions de tout notre cœur qu'il dise quelque chose à

la radio ou dans les journaux, quatre lignes seulement au besoin, pour éclairer les Français, qu'il leur dise que ce ne pouvait pas être cela la IV^e République, que c'était un régime qui menait à la dictature, à l'asservissement. **La réponse fut que le général de GAULLE préférait ne pas intervenir. Alors nous avons combattu tout seuls**. Des grands partis organisés, il y en avait à ce moment-là trois seulement, les communistes et les socialistes qui étaient pour cette Constitution, et puis tout seul, parmi les partis organisés, le M.R.P. qui était contre.

Nous sommes allés à travers toute la France. Vous savez bien qu'il n'est pas facile d'expliquer à de grandes foules ce que contient une constitution, pourquoi la repousser. Nous sommes allés de tout notre cœur à travers toute la France, tous nous avons été sur la brèche pour dire aux Français qu'il fallait rejeter cette constitution et voter «non». Vous vous souvenez du résultat : 53 % de non, 47 % de oui. Si nous nous étions tus nous aussi, si nous aussi, nous étions restés muets, dans le souci de ne pas compromettre le M.R.P. dans cette bagarre, **ne croyez-vous pas que le résultat aurait été tout différent**, ne pensez-vous pas que notre propagande et nos efforts ont au moins déterminé 3 % des électeurs à voter contre au lieu de voter pour, ne pensez-vous pas que si nous nous étions tus, les chiffres au moins auraient été inversés, que cela aurait été 53 % de oui et 47 % de non, et que cette Constitution aurait été définitive ? Il suffit de réfléchir pour se convaincre que si le M.R.P. n'avait pas bougé, cette Constitution aurait été approuvée par une France ignorante du péril qui la menaçait. **C'est nous essentiellement qui avons empêché cette Constitution monstrueuse de devenir notre Constitution française** et avons empêché la France de sombrer dans un abîme, c'est nous, le M.R.P., et c'est encore un fait historique et indiscutable.

A SUIVRE

Un civet de lapin sans lapin

Fernand BOUXOM

On se rappelle dans quelles conditions exceptionnelles fut instauré le régime Présidentiel. Nous étions en 1958, l'Armée avait pris le pouvoir en Algérie. Des comités de salut public contrôlaient la Corse, la Région Lyonnaise et une partie du Sud-Ouest...

Souvenez-vous de l'appel angoissé de Michel Debré demandant à tous les Français de se mobiliser, de se rendre par tous les moyens aux Aéroports pour empêcher les parachutistes de débarquer.

Devant cette situation dramatique René Coty, Président de la République fit appel à De Gaulle, «le plus grand des Français», seul capable de maîtriser la situation (1).

De Gaulle, au grand soulagement des Français accepta le Pouvoir, mais il y mit ses conditions : La Constitution serait changée, la V^e République serait un régime Présidentiel avec l'élection du Président de la République au suffrage universel et pouvant également user du référendum, le mode de scrutin des élections parlementaires serait modifié afin de lui assurer une majorité fidèle. De Gaulle, par cette Constitution, prenait en mains tous les pouvoirs...

Le drame vécu par la France appartient au passé, mais nous sommes toujours sous une Constitution établie par De Gaulle pour De Gaulle et approuvée par l'immense majorité des français.

Mais une Constitution Gaulliste sans de Gaulle n'est-elle pas comme disait Georges Bidault «un civet de lapin sans lapin !»

En raison des pouvoirs immenses conférés au Président de la République, l'élection de celui-ci domine

et obsède les partis politiques et leurs chefs, la grande affaire n'est-elle pas de se bien placer pour aboutir aux marches de l'Elysée ! Cela amène obligatoirement à la coalition : droite-gauche, la gauche fera bloc d'un côté, la droite de l'autre; Comme la décision dépend d'une poignée de voix, la France «rassemblée» par De Gaulle est devenue une France coupée en deux parties égales. La démocratie est quelque peu paralysée, citoyens et partis doivent obligatoirement choisir leur camp.

Le CDS a un heureux slogan : «L'Avenir est au Centre». La France profonde d'instinct sait que la sagesse est là, mais quel chemin n'avons nous pas à faire pour replacer la démocratie dans cette voie ! ...

(1) *L'Histoire a parfois de ces accents d'humour noir étonnant. Qu'on en juge : Les parlementaires ont en leur possession un petit livre appelé "Barodet" nom du député qui en eut l'idée. Nous l'appelions plus familièrement "trombinoscope", car la profession et la photo de chaque député y figuraient. A la page 450 on peut lire : René Coty, profession : "LIQUIDATEUR A L'AMIABLE".*

(Publié dans «L'Avenir Français»)

MAURICE-RENE
SIMONNET

La vie de Maurice-René Simonnet est un exemple de rigueur et de fidélité. Rigueur dans l'action politique au point de sacrifier les chances de réussite personnelle en refusant des compromissions susceptibles d'engendrer un pragmatisme opportuniste. Rigueur dans la direction du Mouvement politique dont il assumait le secrétariat général afin d'éviter les déviations, sources d'affadissement et d'ambiguïté.

Fidélité à l'idéal de sa jeunesse dans la JEC et l'ACJF, fidélité à l'esprit de la Résistance dans laquelle il s'engagea sans hésitation, fidélité au Mouvement Républicain Populaire dont il fût avec Gilbert Dru et André Colin un des fondateurs principaux.

Homme d'action, Maurice-René Simonnet était aussi un homme de réflexion et de recherche ; son souci d'une doctrine moderne de démocratie politique et sociale d'inspiration chrétienne n'excluait ni la tolérance ni le dialogue. Il le prouva lorsqu'il décida en qualité de Secrétaire général du M.R.P. de créer la revue «France-Forum», laissant aux responsables de la rédaction une totale liberté d'expression et d'ouverture.

Il était mon ami depuis les temps de la J.E.C., des «Cahiers de notre Jeunesse» et des Jeunes Chrétiens Combattants. Je suis le dernier de ses vieux amis à l'avoir revu dans son village de Donzère, quelques jours avant sa mort. Nous avons parlé, bien sûr, de politique, mais aussi des amis du temps passé, des amis des combats qui aujourd'hui appartiennent déjà à l'histoire politique. Mais nous avons parlé aussi de Frédéric Mistral et des oliviers.

Henri BOURBON

COURRIER DES LECTEURS

Notre rubrique est alimentée aujourd'hui par deux communications concernant la Sécurité sociale.

Dans notre numéro de septembre 1987, Madeleine INGRES DOBIGNY avait brocardé sur le traitement par l'orthophonie des troubles du langage ou de la voix, ce qui a pour effet de charger le budget de la Sécurité sociale alors qu'après tout, le corps enseignant devrait prendre en compte et s'occuper des enfants en retard aussi bien que des surdoués. Le président de la Fédération Nationale des Orthophonistes avait réagi et dans notre numéro de mars 1988 nous avons fait écho à son propos en expliquant que cette science avait le mérite de venir à bout de cas désespérés. Notre ami Jean DOURY, ancien chargé de mission auprès de Pierre PFLIMLIN, ministre des Finances et auteur d'un livre sur la Sécurité sociale, nous écrit :

«La S.S. serait en excédent si on ne lui avait pas transféré des charges indues et si toutes les prestations servies avaient pour contrepartie des cotisations... L'exemple choisi des prestations d'ortho-

phonie est particulièrement contestable. D'une part si l'on veut parler d'abus, il aurait été préférable de donner les chiffres de 1987 qui ne sont pas de 134.000 centimes mais de 378.000 pour trente séances plus 12.600 centimes de bilan, ce qui aurait été plus frappant... Ce qui est plus grave, c'est qu'on a l'air de faire croire que cette prestation est donnée par simple accord de l'orthophoniste. Or, le bilan a précisément pour objet de donner au médecin traitant et au médecin-conseil de la S.S. les éléments prouvant qu'il s'agit d'un cas médical. C'est si vrai qu'un de mes 13 petits-enfants s'est vu refuser cette prise en charge... Nous avons néanmoins fait faire le traitement à notre charge et le résultat a été spectaculaire, ma petite-fille devenant une des meilleures de sa classe en orthographe... Il est inexact de dire que ce traitement est fait couramment pendant les heures scolaires, les autorisations ne sont accordées que pour les enfants ayant un fort handicap et les parents se bousculent le mercredi ou le soir, ce qui limite les interventions.»

D'autre part, Albert VIDAL, ancien secré-

taire de Maurice GUERIN, député du Rhône, est devenu président de «l'Association pour la simplification et l'amélioration de la protection sociale», 36, rue Joseph Moulin 69290 à CRAPONNE.

Dans un rapport très complet, il énumère les diverses propositions qui devraient contribuer à obtenir un meilleur rendement dans la collecte des cotisations et du règlement des prestations de S.S. Nos amis intéressés par cet important problème social - et économique - peuvent lui écrire. Il conclut son étude par cette affirmation : «Les Etats-Généralx de la S.S. feront-ils avancer le problème ? Il convient de l'espérer... Il faudra bien qu'un jour on ait le courage d'instituer un débat que personne n'ose engager depuis quarante ans : la détermination des charges incombant à l'assurance (en fait l'entreprise) et des charges incombant à la solidarité (en fait l'Etat, c'est-à-dire le contribuable).

N'oublions pas qu'une entreprise forte et dynamique est la condition essentielle du maintien et de l'amélioration de la Protection Sociale.»

UNE LETTRE DE JACQUES FLAUD

Jacques FLAUD, notre distingué et efficace secrétaire général du groupe parlementaire MRP durant de longues années, dès 1945, nous adresse une lettre = énergique = que nous publions intégralement.

Singulière «tribune libre» que ce «M.R.P. (?) vous parle» (mai/juin 1988) qui vous impose, en couverture, ses consignes de vote, ponctuées en pages 2 et 3, sous les signatures de Jean COVILLE et André-François MERCIER, de pamphlets acides dénonçant à qui mieux mieux les «manœuvres» et la «supercherie» du Chef de l'Etat. Il faut atteindre la page 4 pour que - grâce à André DENIS - un rappel des raisons d'être du M.R.P. soit proposé aux lecteurs ..

Quant au fond, quelle perversion !

Au temps de la Reconstruction, le M.R.P. - notre M.R.P. - «bloquait» la coupure de la France en deux, acceptant pour ce faire, non seulement de collaborer avec la S.F.I.O. mais avec le P.C. Et le parti socialiste d'alors était loin d'être animé - comme aujourd'hui - par nombre de chrétiens actifs et convaincus.

Aujourd'hui le «M.R.P. vous parle» nous incite à rejeter la France Unie afin de prolonger les délices de la lutte «bloc contre bloc», qui cependant, ne sert, chacun l'a constaté, que les intérêts partisans du R.P.R. et ceux du capitalisme échevelé, outre qu'elle est à l'opposé de la doctrine démo-chrétienne. Oui, quelle perversion de l'esprit et quel comportement aveugle !

Il restera, Dieu merci, des anciens du M.R.P., fidèles et lucides, pour soutenir la majorité présidentielle, au temps nouveau de la Construction et pour «bloquer» comme jadis et pour d'identiques raisons, la voie sinistre et suicidaire de la France en Deux.

A.F. MERCIER mis en cause, sans vouloir polémiquer avec un ami dont il retient qu'il fut le premier à l'accueillir au Palais Bourbon, après son élection d'octobre 1945, nous envoie le billet ci-après.

Jacques FLAUD pourra vérifier, en lisant mon article, «l'avenir du Centre» dans le présent numéro que je ne me confonds pas avec les «intérêts partisans du RPR et ceux du capitalisme échevelé». Je ne me confonds pas non

plus avec la «majorité présidentielle» dont je continue à penser qu'il s'est agi au suprême degré d'une fort habile manœuvre électorale de François Mitterrand et qui a réussi.

Alors, pour être efficace et fidèle à nos engagements de toujours, quelle voie suivre ?

Etre un militant dans le parti le plus proche de celui qui incarne nos espérances de jeunesse. Je dois dire qu'il ne s'agit pas du parti socialiste mais du CDS.

Lorsque nous militons au MRP nous est-il venu à l'idée de faire voter socialiste ? Aujourd'hui, alors que Pierre MEHAIGNERIE, aux prises avec de grandes incompréhensions, a réussi à opérer une percée pourquoi ne pas rester à ses côtés pour faire reconnaître ce qui constitue nos véritables inspirations ?

Quelle joie ce serait si, grâce à ses efforts, nous parvenions à reconstituer ce grand parti dont nous avons fièrement porté les couleurs.

André François MERCIER